

## BREVES HEBDOMADAIRES

## CHINE CONTINENTALE

BANQUE ET FINANCE [\(ici\)](#)

**Banque** : le ratio de réserves obligatoires des institutions financières a été réduit de 5,2 points, à 9,4 % depuis 2018

**Banque** : la mise sous tutelle de Baoshang Bank par les régulateurs chinois est prolongée

**Banque** : MYbank est autorisé à émettre 5 Mds RMB d'obligations perpétuelles, devenant ainsi la première banque privée à reconstituer ses fonds propres par ce nouvel outil de financement

**Marché de change** : le yuan se déprécie fortement par rapport au dollar sous l'effet des tensions sino-américaines

**Marché boursier** : les entreprises chinoises cotées aux Etats-Unis sont confrontées aux nouveaux défis sous la « Holding Foreign Companies Accountable Act »

**Marché boursier** : FTSE Russell portera le facteur d'inclusion des A-shares chinoises de 17,5% à 25%, en ajoutant deux nouvelles actions à compter du 22 juin

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE [\(ici\)](#)

**Relation US-Chine** : le département du Commerce américain ajoute 33 institutions et entreprises chinoises à sa entity list

CLIMAT DES AFFAIRES [\(ici\)](#)

**Accès au marché** : annonces faites durant les lianghui ouvrant des secteurs aux investissements étrangers

INDUSTRIE ET NUMERIQUE [\(ici\)](#)

**Automobile** : les délégués des deux assemblées (lianghui) réclament des mesures de soutien pour la filière et un cadre réglementaire pour la conduite autonome

**Automobile** : Miao Wei promet de nouvelles mesures de soutien pour les véhicules à énergies nouvelles (VEN) alors que le secteur poursuit sa réorganisation

**Economie numérique** : la municipalité de Hangzhou envisage de pérenniser le traçage sanitaire de ses habitants

**Economie numérique** : Tencent annonce 63 Mds EUR d'investissements sur cinq ans dans les « nouvelles infrastructures »

**Télécommunications** : le Royaume-Uni réexamine la participation de Huawei à la construction de son réseau 5G

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS [\(ici\)](#)

**Transport aérien** : la Chine maintient sa politique ultra-restrictive sur les vols internationaux réguliers, malgré une contestation mondiale

**Développement durable** : lianghui – conférence de presse du ministre de l'écologie et de l'environnement

**Aéronautique** : la NDRC et la CAAC veulent soutenir le développement de l'aviation générale en Chine

**Développement durable** : lors de son bilan 2019 de la qualité de l'air, le MEE alerte sur l'augmentation de la pollution à l'ozone

**Energie** : publication des statistiques de janvier à avril 2020 – Augmentation des productions d'énergies fossiles et baisse de celle d'électricité



**Transports** : reprise contrastée de l'activité de fret en avril, qui reste globalement en baisse par rapport à 2019

#### **ACTUALITES REGIONALES** ([ici](#))

**Jiangsu** : Publication de 23 mesures pour la stabilisation des investissements étrangers

#### **HONG KONG ET MACAO** ([ici](#))

**Economie de Hong Kong** : la reprise de l'activité se poursuit

**Bourse** : l'Indice Hang Seng a reculé de -5,6% le 22 mai, sa pire performance depuis juillet 2015, suite à l'annonce d'une loi par le gouvernement central chinois sur la sécurité nationale à Hong Kong.

**Entreprises** : Après des pertes de 580 M USD au cours des 4 premiers mois de l'année, Cathay Pacific a décidé de supprimer et d'intégrer sa marque régionale Cathay Dragon dans sa division principale.

**Présence américaine à Hong Kong** : Le commerce bilatéral entre Hong Kong et les Etats Unis s'élève en 2019 à 67,5 Mds USD ; 1300 entreprises américaines sont recensées à Hong Kong dont 735 sièges ou bureaux régionaux.

**Rapport américain sur Hong Kong** : Le Département d'Etat américain a remis le 28 mai au Congrès son rapport annuel sur Hong Kong pour la période de mars 2019 à mai 2020.

#### **TAIWAN** ([ici](#))

**Guerre technologique sino-américaine** : Oppo débauche des talents chez Mediatek

**Pétrochimie** : inquiétude chez Formosa Plastics en vue de la signature du partenariat économique régional global (RCEP)

**Commerce extérieur** : l'excédent commercial de Taïwan sur les 4 premiers mois 2020 atteint presque 12 Mds USD

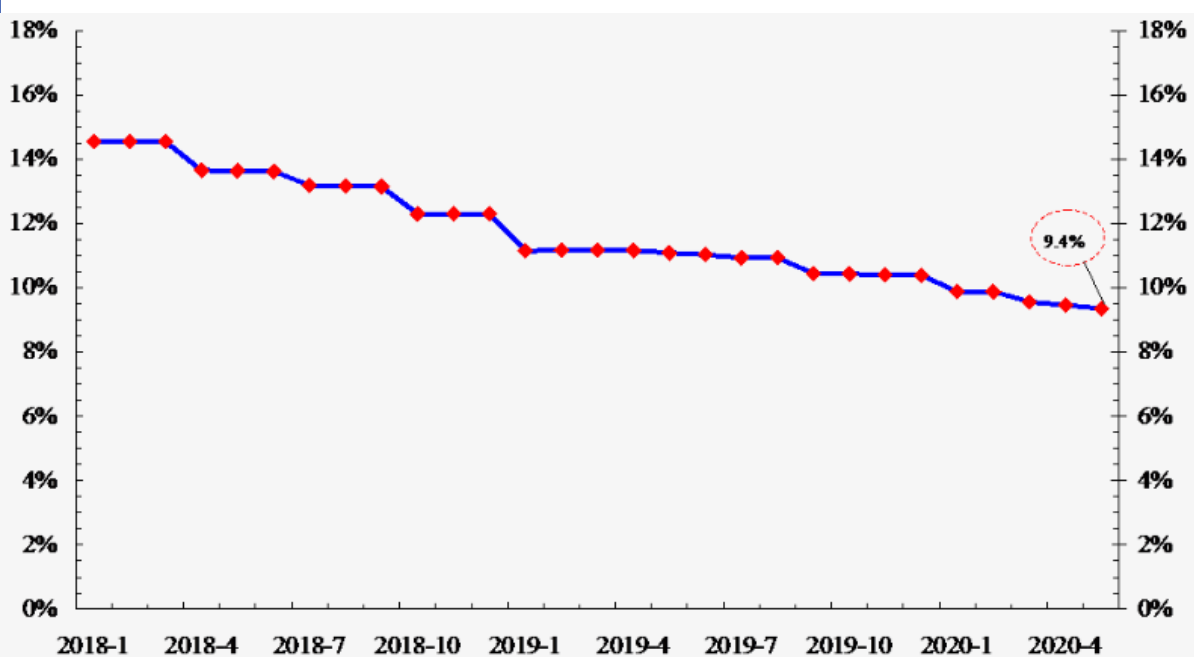
#### **MONGOLIE** ([ici](#))

**Liste grise GAFI** : Le Ministre des finances annonce la sortie prochaine de la Mongolie de la liste grise du GAFI

## BANQUE ET FINANCE

**Banque : le ratio de réserves obligatoires des institutions financières a été réduit de 5,2 points, à 9,4 % depuis 2018**

Le 25 mai, la PBoC a indiqué dans un communiqué qu'elle avait réduit 12 fois le ratio des réserves obligatoires (RRO) depuis 2018, libérant au total 9 000 Mds RMB de liquidités, soit 4 650 Mds RMB injectés à quatre reprises en 2018, 2 700 Mds RMB injectés en cinq fois en 2019 et 1 750 Mds RMB injectés par trois fois depuis le début de l'année 2020. Au 15 mai 2020, le RRO des institutions financières a ainsi été abaissé de 5,2 points de pourcentage à 9,4% en moyenne par rapport au début 2018. Concrètement, les RRO moyens des grandes banques d'Etat, des *joint-stock banks* et des petites banques (environ 4000 banques commerciales rurales et les banques coopératives) s'établissent à 11,0%, 9,0% et 6,0% respectivement.



**Banque : la mise sous tutelle de *Baoshang Bank* par les régulateurs chinois est prolongée**

La PBoC a déclaré que la mise sous tutelle de *Baoshang Bank*, la principale banque de Mongolie intérieure, qui est en difficulté depuis plusieurs années, avait été prolongée de six mois. Le calendrier initial pour l'achèvement de la prise de contrôle a été fixé au 24 mai, mais a été prorogé au 23 novembre, en raison de perturbations causées par l'épidémie de coronavirus. Les quatre succursales de *Baoshang Bank* sises en dehors de la Mongolie intérieure (Beijing, Shenzhen, Chengdu et Ningbo) acquises par *Huishang Bank* (basée à Anhui) seront officiellement ouvertes le 25 mai.

Pour mémoire, la PBoC a annoncé le 30 avril qu'une nouvelle banque commerciale – *Mengshang Bank*, serait créée pour reprendre *Baoshang Bank* (mise sous tutelle par la PBoC depuis mai 2019 en raison d'un risque de défaut « sérieux »), avec un capital total de 24 Mds RMB. *Mengshang Bank* acquerra tous les actifs, passifs et employés de *Baoshang Bank* dans la région autonome de Mongolie intérieure, et sera gérée conjointement par diverses entités, notamment la *Deposit Insurance Fund Management* (27,5% de participation en tant qu'actionnaire principal) qui a été créée en mai 2019 par la PBoC pour assurer la gestion du fonds de garantie des dépôts et a été dotée d'un capital social de 10 Mds RMB, la *Huishang Bank* (16,7%) et le bureau des finances de la Mongolie intérieure (15%).

### **Banque : MYbank est autorisé à émettre 5 Mds RMB d'obligations perpétuelles, devenant ainsi la première banque privée à reconstituer ses fonds propres par ce nouvel outil de financement**

Le prêteur en ligne basé dans la province du Zhejiang et soutenu par *Alibaba*, *MYbank*, est autorisé à émettre 5 Mds RMB d'obligations perpétuelles, devenant ainsi la première banque privée à reconstituer ses fonds propres par ce nouvel outil de financement. Créé en 2015, *MYbank* est un prêteur en ligne détenu en majorité par le géant du commerce électronique *Alibaba Group Holdings*. Après une vente d'actions fin 2019, *Alibaba* détient 30% de la banque, suivie par le fournisseur de services agricoles *Wanxiang Sannong Group Co. Ltd.* et *Ningbo Jinrun Assets Management Co.* Un responsable de la banque privée a déclaré que l'approbation des obligations perpétuelles de *MYbank* envoyait un signal clair que les autorités chinoises encourageraient davantage le renforcement des capitaux propres des banques privées.

Wang Gang, économiste du Centre de recherche et de développement du Conseil des affaires d'Etat, a déclaré que les obligations perpétuelles étaient une option privilégiée pour les petites et moyennes banques non cotées afin de lever des capitaux moins coûteux et plus flexibles. Wang a estimé qu'il y aurait une demande potentielle de 374,5 Mds RMB de ventes d'obligations perpétuelles par les banques commerciales urbaines, les banques rurales et les banques privées en Chine. Le Bureau des finances, un organe du Conseil des affaires d'Etat supervisant le secteur financier, a publié le 27 mai 11 directives de réformes financières, y compris des plans pour élargir davantage les canaux de financement des petites et moyennes banques.

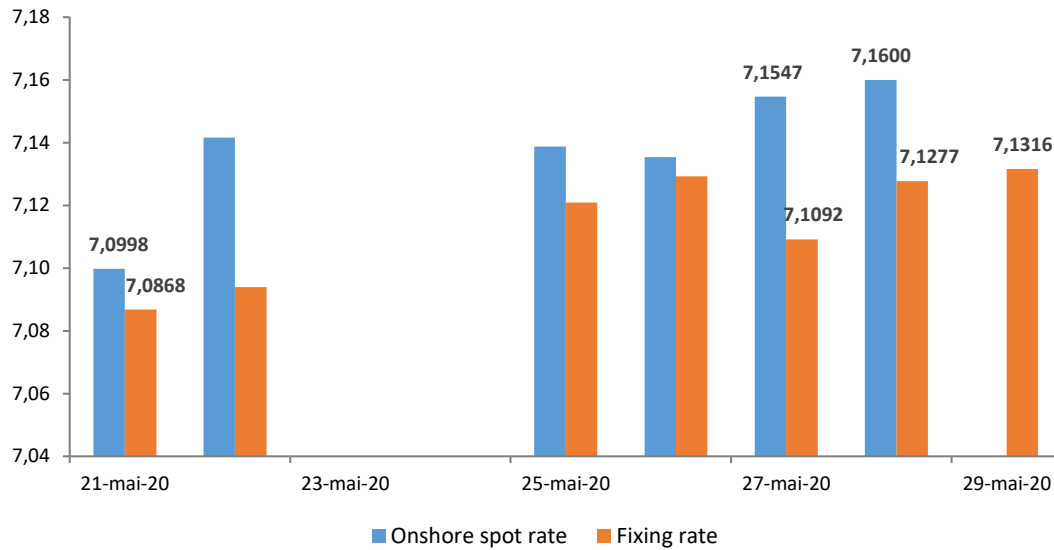
De janvier 2019 à aujourd'hui, une vingtaine de banques ont émis au total 843,6 Mds RMB d'obligations perpétuelles, alors que la PBoC a émis au total 53 Mds RMB de *Central Bank Bills Swap (CBS)* pour soutenir l'émission des obligations perpétuelles des banques. Il convient de noter que les grandes banques commerciales d'Etat et les *joint-stock banks* ont constitué les principaux émetteurs en 2019 tandis qu'à partir de cette année, ce sont plutôt les petites et moyennes banques régionales qui ont recours aux obligations perpétuelles, compte tenu de leur besoin de recapitalisation.

Pour mémoire, les obligations perpétuelles sont des obligations sans maturité fixe et qui peuvent verser des intérêts à perpétuité en vue d'une recapitalisation des fonds propres des banques. Les premières obligations perpétuelles (40 Mds RMB) ont été émises par la *Bank of China* en janvier 2019. Les CBS permettent aux banques qualifiées d'échanger temporairement leurs obligations perpétuelles contre les billets de la PBoC, ce qui améliorera la liquidité des obligations de ces banques.

### **Marché de change : le yuan se déprécie fortement par rapport au dollar sous l'effet des tensions sino-américaines**

Depuis le début des deux Assemblées (Lianghui) le 21 mai, le cours au comptant de la monnaie chinoise se déprécie nettement de 7,10 à 7,16 (*onshore spot rate*) le 28 mai par rapport au dollar américain, en touchant son plus bas niveau depuis septembre 2019 à 7,1762 (*onshore spot rate*) et 7,1953 (*offshore spot rate*) le 27 mai au matin. La forte dépréciation du yuan s'explique par une défiance des investisseurs à la dynamique de l'économie chinoise après la crise du Covid-19, compte tenu de la recrudescence des tensions entre les Etats-Unis et la Chine suite à l'introduction de la nouvelle loi de sécurité nationale à Hong Kong au cours des Lianghui. La détérioration des relations sino-américaines a alimenté la spéculation du marché en donnant à penser que Pékin est prêt à laisser le yuan glisser pour soutenir les exportations. Néanmoins, les réactions de la PBoC montrent qu'elle joue plutôt un rôle de stabilisation, en élevant légèrement le *fixing rate* à 7,13 le 29 mai.

### Le taux de change (USD/CNY)



### Le taux de change Offshore (USD/CNY)



Il convient également de noter que face aux pressions baissières sur le yuan, la PBoC reste assez prudente, en injectant au total 670 Mds RMB de liquidité via quatre opérations de *7-days reverse repos* à un taux d'intérêt inchangé de 2,20%. La PBoC n'avait pas procédé à cette opération depuis deux mois.

### Marché boursier : les entreprises chinoises cotées aux Etats-Unis sont confrontées aux nouveaux défis sous la « *Holding Foreign Companies Accountable Act* »

Le 20 mai, le Sénat américain a adopté la « *Holding Foreign Companies Accountable Act* », qui interdirait ou radierait les sociétés étrangères cotées aux Etats-Unis si elles ne respectaient pas les normes d'audit définies par le *Public Company Accounting Oversight Board (PCAOB)* pendant trois années consécutives. Ce projet de loi obligerait également les entreprises à certifier qu'elles ne sont

pas détenues ou contrôlées par un gouvernement étranger ». Bien que ce projet de loi puisse être appliqué à toute entreprise étrangère recourant au marché des capitaux américain, la décision de renforcer les exigences de divulgation vise principalement la Chine, dans le contexte des tensions commerciales sino-américaines, des nouvelles sanctions américaines contre *Huawei Technologies*, et du scandale de fraude de *Luckin Coffee*.

A la clôture du marché boursier américain le 22 mai, les actions chinoises cotées à New York ont toutes chuté, parmi lesquelles les géants d'Internet *Alibaba* (-5,87%), *Baidu* (-6,10%) et *JD.com* (-5,08%). En outre, l'action de *Luckin Coffee* a plongé de -30,85% à 1,39USD le jour même. Pour mémoire, *Luckin Coffee* a reçu le 15 mai un avis du Nasdaq lui annonçant qu'il serait radié de la cote, en raison de « préoccupations d'intérêt public (*public interest concerns*) » ainsi que de « l'incapacité de l'entreprise à divulguer des informations importantes au public (*past failure to publicly disclose material information*) », compte tenu du fait que son directeur d'exploitation avait publié des informations fallacieuses sur le chiffre d'affaires de l'exercice 2019, à hauteur de 2,2 Mds RMB (310M USD), engendrant depuis une perte énorme de 90% de sa capitalisation boursière par rapport à sa valeur initiale en mai 2019.

En réponse à ce projet de loi, le régulateur des valeurs mobilières chinois (CSRC) a déclaré le 24 mai qu'il s'opposerait à la pratique américaine de politiser la réglementation des valeurs mobilières. La CSRC a critiqué le fait que certaines dispositions du projet de loi visent directement la Chine plutôt que des considérations professionnelles de réglementation des valeurs mobilières. Elle a également déclaré que ce projet de loi portait atteinte aux intérêts des deux parties et à la confiance des investisseurs mondiaux dans les marchés financiers américains ainsi qu'à leur statut international.

**Marché boursier : FTSE Russell portera le facteur d'inclusion des A-shares chinoises de 17,5% à 25%, en ajoutant deux nouvelles actions à compter du 22 juin**

Le *FTSE Russell*, l'un des plus grands fournisseurs d'indices internationaux, a annoncé son plan de porter la pondération des A-shares dans l'un de ses indices mondiaux de référence - *FTSE Global Equity* à 25% au lieu de 17,5%, en ajoutant deux nouvelles actions (*CHINA ZHESHANG BANK* et *CHONGQING RURAL COMMERCIAL BANK*) à compter du 22 juin. Selon *China Merchants Securities*, la modification de la pondération des A-shares de *FTSE Russell* en juin générera environ 3 Mds USD d'investissements passifs.

Pour mémoire, *FTSE Russell* avait annoncé le 27 septembre 2018 qu'il intégrerait 25% des A-shares accessibles dans son indice *FTSE Global Equity* en trois étapes : 20% en juin 2019, 40% en septembre 2019 et 40% en mars 2020. La troisième étape a été cependant scindée en deux en raison de l'impact du Covid-19 : de 15% à 17,5% en mars et de 17,5% à 25% en juin 2020.

*Retour au sommaire ([ici](#))*



## ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Relation US-Chine : le département du Commerce américain ajoute 33 institutions et entreprises chinoises à sa *entity list*

Le 22 mai, le département américain du Commerce a annoncé inclure 33 nouvelles institutions et entreprises chinoises à sa *entity list*, une liste des personnes et d'organisations susceptibles d'avoir engagé des activités allant à l'encontre de la sécurité nationale et des intérêts de la politique étrangère américaine. Elle interdit aux entreprises américaines toute transaction sans autorisation préalable du département du Commerce.

[La première annonce](#) liste 24 entités considérées comme pouvant potentiellement acquérir des produits qui pourraient être utilisés à des fins militaires en Chine. La liste inclut notamment *Qihoo 360*, une entreprise populaire en Chine pour son logiciel antivirus gratuit dont le PDG (également membre du Comité national de la conférence consultative politique du peuple chinois) avait suggéré que la Chine « compte sur les entreprises de cybersécurité pour améliorer ses capacités de collecte de renseignements ».

[La deuxième annonce](#) nomme 9 entités chinoises considérées comme étant complice des violations des droits de l'homme commis contre les ouïgours au Xinjiang, dont notamment l'Institut des sciences médico-légales, sous la tutelle du ministère chinois de la Sécurité publique et certaines entreprises *high-tech* de surveillance. Désormais, l'agrément des licences sera limité pour ces 9 entités. Pour rappel, 28 entités chinoises ont déjà été incluses dans la liste en octobre 2019. ([Brèves de la semaine du 7 octobre 2019](#)).

Le ministère chinois des Affaires étrangères [a réagi](#), le 25 mai en accusant les Etats-Unis de s'ingérer dans les affaires intérieures de la Chine et de « violer les normes fondamentales des relations internationales ».

*Retour au sommaire ([ici](#))*



## CLIMAT DES AFFAIRES

Accès au marché : annonces faites durant les Lianghai ouvrant des secteurs aux investissements étrangers.

D'après le rapport du gouvernement, **les investissements étrangers feront l'objet de plus d'ouverture par rapport aux années précédentes**: des essais seront effectués pour ouvrir le secteur des services et une liste négative sera établie pour le commerce transfrontalier des services. La liste négative serait cette année réduite « considérablement ». Le rapport de la NDRC mentionne une ouverture des investissements étrangers dans les secteurs de l'agriculture, des services et de la fabrication.

Les **zones de libre-échange vont également être élargies** : de nouvelles zones-pilotes de libre-échange seraient créées dans les régions du centre et de l'ouest de la Chine. La mise en place d'un port de libre-échange à Hainan, déjà annoncé en 2019, va être « accélérée ». *Retour au sommaire ([ici](#))*

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## INDUSTRIE ET NUMERIQUE

### **Automobile : les délégués des deux assemblées (*lianghui*) réclament des mesures de soutien pour la filière et un cadre règlementaire pour la conduite autonome**

Chen Hong, président du groupe automobile SAIC et délégué à l'Assemblée Nationale Populaire (ANP), a demandé lors de l'assemblée plénière au gouvernement la levée des quotas sur les plaques d'immatriculation, encore en vigueur dans plusieurs localités. Dans la plupart de ces villes, à l'exception de Pékin, ces restrictions ont été temporairement allégées ces dernières semaines afin de soutenir la reprise du marché automobile. Zen Qinghong, président de GAIC et également député à l'ANP, a de son côté plaidé pour une exemption de taxes à l'achat de véhicules dont la cylindrée serait inférieure à 1.6 L. Li Shufu, président et fondateur de Geely, a quant à lui proposé de transférer la moitié des taxes collectées sur la vente de véhicules aux autorités locales afin de les inciter à promouvoir le secteur automobile. Selon les données de la China Passenger Car Association, les ventes de véhicules aux particuliers étaient en recul de 5% en Chine par rapport à 2019 sur les trois premières semaines de mai, alors que le marché automobile avait montré en avril des signes encourageants (+4%).

Chen Hong a également suggéré que la Chine se dote d'une stratégie nationale de soutien à l'industrie des véhicules autonomes. Alors que la ville héberge déjà un projet-pilote de robots-taxis, Chen Hong souhaite faire de Shanghai la « base naturelle » du développement de la mobilité connectée en Chine. Le projet shanghaien (voir brèves du 2 septembre 2019) est opéré conjointement par Didi et AutoX, dont SAIC, le groupe de M. Chen basé lui-même à Shanghai, est l'un des investisseurs. A Pékin, Baidu a annoncé le 26 mai la finalisation de son Apollo Park, situé dans la zone de développement économique de Yizhuang et présenté comme la plus grande zone de test pour véhicules autonomes du monde.

### **Automobile : Miao Wei promet de nouvelles mesures de soutien pour les véhicules à énergies nouvelles (VEN) alors que le secteur poursuit sa réorganisation**

A l'occasion du « passage du Ministre » (部长通道), le Ministre de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT) Miao Wei a présenté de nouvelles mesures pour soutenir l'industrie des véhicules à énergie nouvelle (VEN) tout en affichant son optimisme sur la reprise du secteur. Du côté de l'offre, Miao Wei a promis de lever les contraintes pour les fabricants sous contrat afin de laisser plus de libertés d'innovation aux entreprises en aval de la chaîne de valeur. Concernant le soutien à la demande, le MIIT devrait soutenir les systèmes d'échange de batteries et encourager les acquisitions de VEN dans le secteur public (transports en commun, logistique, véhicules d'entretien etc.). Enfin, les mesures d'« usage » mises en œuvre à l'échelle locale sont également encouragées: construction d'infrastructures de recharge mais aussi politiques locales préférentielles en matière de stationnement et de trafic pour les automobilistes conduisant des VEN.

66 000 véhicules électriques ont été vendus en avril, le modèle Qin Pro de BYD détrônant le Model 3 de Tesla. Le modèle-phare de la marque américaine était en tête des ventes depuis le début de l'année mais celles-ci ont été temporairement impactées par l'ajustement des prix dû aux critères d'éligibilité des nouvelles subventions. Alors que de nombreux acteurs sont présents sur le marché des VEN en Chine, une consolidation est prévisible autour des acteurs les compétitifs. Dans cette optique, Volkswagen, qui a fait du développement de son offre électrique une priorité sur le marché chinois, serait en passe d'acquiescer une participation de 50% pour 3,5 Mds CNY (440 M EUR) dans Anhui Jianghuai Automobile Group, propriétaire de JAC Motors, lui-même partenaire de Volkswagen pour la production de véhicules électriques. Par ailleurs, la Chine va exporter pour la première fois des véhicules électriques vers la France, dans le cadre d'un contrat entre la startup chinoise Aiways (Jiangxi) et l'entreprise Filippi Auto, gestionnaire de la flotte d'Hertz en Corse. Ce contrat devrait porter sur 500 véhicules destinés à la location.

Concernant les infrastructures, qui font par ailleurs l'objet d'un plan d'investissement dans le cadre des « nouvelles infrastructures » (新基建), Huawei, qui a récemment [annoncé](#) sa volonté de se positionner sur le secteur automobile, a [conclu](#) le 20 mai un partenariat avec TELD, entreprise spécialisée dans le domaine de la recharge de véhicules électriques. Ce partenariat devrait se concentrer sur la « recharge intelligente », et donc s'intégrer dans la stratégie de Huawei pour le développement de systèmes pour les véhicules, mais également les infrastructures, dédiés à la mobilité autonome.

### **Economie numérique: la municipalité de Hangzhou envisage de pérenniser le traçage sanitaire de ses habitants**

Le 22 mai, Sun Yongrong, directeur de la Commission de la Santé de la municipalité de Hangzhou (Zhejiang) [a proposé](#), lors d'une réunion en téléconférence, de prolonger « à long terme » l'utilisation à Hangzhou du code de santé (健康码) destiné à tracer les habitants afin de prévenir la propagation de l'épidémie du covid-19. M. Sun envisage en outre « d'approfondir » l'usage de cette application en intégrant l'historique médical des utilisateurs mais aussi des informations relatives à leur « mode de vie ». Le but serait ainsi d'obtenir une classification du niveau de risque de chaque individu, de chaque entreprise et de chaque communauté de quartier. Cette plateforme pourrait également servir de base pour développer de nouvelles applications de santé. Sur les réseaux sociaux, ce projet [a été critiqué](#), certains internautes s'inquiétant de la protection de leurs données personnelles.

Le code santé utilisé à Hangzhou a été [développé](#) par le groupe Alibaba, dont le siège est situé dans cette ville, en collaboration étroite avec les autorités locales. Sun Yonrong a évoqué lors de son allocution la récente visite de Xi Jinping au [city brain](#) d'Alibaba à Hangzhou pour justifier le soutien gouvernemental à cette initiative. Outre la santé et la smart city, le géant du e-commerce est impliqué à Hangzhou dans des projets de [gouvernance numérique](#). Le groupe participe par ailleurs à la construction d'une nouvelle plateforme nationale de crédit social ([Internet + Monitoring](#)) dont l'objectif est d'agglomérer des données issues de sources différentes, publiques et privées, afin d'augmenter les capacités de contrôle du gouvernement via la mise en place de « détection précoce des risques ». Ce programme est indépendant du système d'évaluation que propose Alibaba aux utilisateurs de sa plateforme ([zhima credit](#)).

### **Economie numérique : Tencent annonce 63 Mds EUR d'investissements sur cinq ans dans les « nouvelles infrastructures »**

Le 26 mai, Tencent [a annoncé](#) un plan d'investissement de 500 Mds CNY (63 Mds EUR) au cours des cinq prochaines années pour le déploiement de « nouvelles infrastructures ». Ces investissements concernent le *cloud computing*, l'intelligence artificielle, la blockchain, les serveurs, les centres de données, les superordinateurs, les systèmes d'exploitation IoT, les réseaux 5G, les communications audio et vidéo, la sécurité des réseaux, et le calcul quantique et reprennent donc les priorités exposées par les autorités chinoises ces dernières semaines dans le cadre du plan de relance pour les nouvelles infrastructures.

Pour rappel, selon la Commission Nationale pour le Développement et la Réforme (NDRC) du 20 avril, cette dénomination concerne les « infrastructures de l'information » (réseaux 5G, serveurs cloud, infrastructures big data, etc.), les « infrastructures d'intégration » (transports intelligents, réseaux énergétiques connectés) et les « infrastructures d'innovation ». Ce concept a été élaboré lors de la Conférence économique de travail du gouvernement central à la fin de l'année 2018 et a été repris dans le rapport de travail du gouvernement à l'occasion des « deux assemblées » (*lianghui*) de mai 2020. D'après un [rapport](#) du think tank CCID, proche du MIIT, le chemin de fer et les réseaux urbains devraient rester, de loin, la catégorie de « nouvelles infrastructures » recevant le plus



d'investissements d'ici 2025: 2 200 Mds CNY (277 Mds EUR), contre 469 Mds CNY (59 Mds EUR) pour les centres de données, 408 Mds CNY pour la 5G (51 Mds EUR), 350 Mds CNY (44 Mds EUR) pour l'intelligence artificielle, 162 Mds CNY (20 Mds EUR) pour l'internet industriel, 105 Mds CNY (13 Mds EUR) pour les lignes à haute tension, 54 Mds CNY (7 Mds EUR) pour les stations de recharge électrique et 15 Mds CNY (2 Mds EUR) pour l'internet satellitaire. Les provinces du Hebei, où se trouve le projet de ville nouvelle de [Xiong'An](#), du Shandong et du Guangdong sont celles où la part des nouvelles infrastructures dans les grands projets de travaux publics devrait être la plus élevée.

### **Télécommunications : le Royaume-Uni réexamine la participation de Huawei à la construction de son réseau 5G**

Selon la [BBC](#), le National Cyber Security Centre (NCSC) du Royaume-Uni serait actuellement en train de reconsidérer la position britannique quant à la participation de Huawei au déploiement de la 5G dans le pays. La NCSC justifie cette nouvelle approche par les dernières sanctions américaines contre le groupe de Shenzhen, qui empêchent les entreprises étrangères utilisant une certaine part de technologie américaine de fournir Huawei, notamment en semi-conducteurs. En mars déjà, une partie des représentants de la majorité conservatrice au parlement britannique [avait tenté](#), sans succès, de forcer le gouvernement à s'affranchir des équipements Huawei à l'horizon 2023. Parmi les quatre opérateurs présents au Royaume-Uni, Vodafone, EE et Three ont d'ores et déjà annoncé avoir signé des contrats pour le déploiement, en périphérie de leur réseau, d'équipements Huawei pour la 5G.

Pour rappel, Boris Johnson [avait confirmé](#) en janvier 2020 que le Royaume-Uni autoriserait Huawei à participer au déploiement des réseaux 5G avec certaines restrictions : pas d'équipement Huawei dans le cœur de réseau ni sur les sites sensibles (infrastructures militaires notamment) et participation totale limitée à 35% des infrastructures non-sensibles. Cette décision avait été prise malgré l'avertissement du NCSC, qui considérait Huawei comme un « vendeur à haut risque » mais qui recommandait de limiter la présence de l'entreprise plutôt que de l'interdire totalement.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

### Transport aérien : la Chine maintient sa politique ultra-restrictive sur les vols internationaux réguliers, malgré une contestation mondiale

Dans l'objectif de juguler un potentiel retour de l'épidémie en Chine par des cas positifs importés, l'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC) a mis en place, le 26 mars 2020, la politique dite « 5-1 » de réduction drastique des liaisons aériennes internationales.

Se fondant sur les plans de vols réguliers déposés par les compagnies chinoises et étrangères dans la semaine du 12 mars, les autorités chinoises ont, par cette notice, réduit drastiquement les liaisons aériennes entre la Chine et le reste du monde, et la France en particulier, en limitant les fréquences autorisées entre la France et la Chine à une rotation hebdomadaire par paire de points et par compagnie. Par ailleurs, ces restrictions s'accompagnent d'une réduction des capacités, en plafonnant le taux d'occupation des avions à 75 % de l'offre de sièges.

Le 15 mai, la CAAC a rappelé à l'ensemble des compagnies aériennes un calendrier pour le dépôt de leurs programmes de vols pour les mois de juin à septembre, dans le strict maintien de la politique dite « 5-1 » (voir *Brèves hebdomadaires du SER de Pékin* - semaine du 18 mai). Air France KLM, qui n'exploitait plus de liaisons commerciales pendant la semaine du 12 mars, court le risque d'essuyer mécaniquement un refus, comme l'ensemble des compagnies aériennes étrangères.

Cette décision chinoise est contraire aux engagements bilatéraux de la Chine avec les pays tiers en matière de services aériens et irrespectueuse du principe d'égaux opportunités pour l'exploitation des marchés aériens.

En effet, « 5-1 » contrevient aux dispositions de l'accord bilatéral franco-chinois sur les services aérien du 1er juin 1966, qui définit des droits et des obligations pour les compagnies aériennes françaises et chinoises, notamment en matière de droits de trafic. En outre, cette politique est par ailleurs parfaitement contradictoire avec la volonté affichée par la Chine en février dernier, quand le pays était initialement frappé par l'épidémie de COVID-19, et qui s'opposait alors de manière vigoureuse à la suspension des espaces aériens, mesure considérée comme contre-productive pour les échanges commerciaux, techniques, médicaux et humanitaires, en se fondant sur les recommandations de l'OMS et de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).

Enfin, quand bien même la CAAC autoriserait, dans le cadre de cette politique restrictive « 5-1 », la reprise d'un vol hebdomadaire régulier unique à Air France (sur la route Paris-Shanghai par exemple), elle dérogerait également au principe d'égalité d'opportunité entre les pavillons chinois et français consacré par l'accord aérien de 1966 (article 3 §2). En effet, jusqu'au 30 juin, les seuls vols passagers programmés vers la France sont Pékin-Paris par Air China (1 vol aller-retour tous les mercredis), Shanghai-Paris par China Eastern (1 vol a/r tous les samedis-dimanches), Canton-Paris par China Southern (1 vol a/r tous les lundis-mardis). Si Air France ne se voyait autorisée qu'une seule fréquence, le déséquilibre des opportunités et d'accès au marché chinois (du simple au triple) serait manifeste.

La politique « 5-1 » apparaît comme désormais intenable tandis que les compagnies étrangères souhaitent rouvrir des vols réguliers. Le Département des Transports (DoT) des Etats-Unis a intimé le 22 mai aux compagnies chinoises de déposer d'ici le 27 mai leurs programmes de vols réguliers pour les mois d'été, menace voilée d'une suspension des services en cas de refus persistant de la Chine d'approuver les programmes des compagnies américaines. Des initiatives similaires sont également en cours au niveau bilatéral par la France et d'autres Etats membres de l'UE (Allemagne, Pays-Bas), à l'échelon de l'UE et à celui de l'OACI, pour amener les autorités chinoises et la CAAC en particulier à

respecter leurs engagements internationaux et les principes d'égaies opportunités dans l'exploitation des marchés aériens.

Pour tenter de répondre au problème, la CAAC a rendu public le 27 mai [une notice](#) pour faciliter l'approbation de vols non-réguliers de passagers internationaux à destination de la Chine. Les procédures de dépôts de permis sont en parties simplifiées et les délais de traitement ramené à trois jours de préavis (contre une semaine habituellement). [Selon le Global Times](#), huit pays - Japon, Corée du Sud, Singapour, Royaume-Uni, Allemagne, France, Italie et Suisse – pourraient prétendre au dispositif charters passagers. Cependant, la notice officielle de la CAAC ne mentionne aucune liste de cette sorte. Selon M. LI Jian, vice-administrateur de la CAAC, la Chine n'envisagera d'augmenter le nombre de vols réguliers qu'à condition d'un contrôle sur l'importation de cas de COVID-19. Il a déclaré que les vols approuvés en juin seront de 407, à comparer aux 134 vols actuels, sans que cette information de soit davantage spécifiée par la CAAC. De toutes évidence, ces diverses facilitations ne répondent ni aux besoins des passagers et des entreprises, ni aux attentes du marché, ni aux manquements de la Chine relatifs à ses engagements bilatéraux.

### **Développement durable : Lianghui – conférence de presse du ministre de l'écologie et de l'environnement**

Les assemblées plénières parlementaires (« *lianghui* ») se tiennent cette année selon des modalités allégées en raison de l'épidémie. Notamment, alors qu'habituellement chaque ministre donne une conférence de presse, cette année seuls six ministres se sont prêtés à l'exercice, dont le ministre de l'écologie et de l'environnement, M. HUANG Runqiu.

Cette conférence de presse a été l'occasion de réaffirmer la volonté chinoise de poursuivre les efforts en faveur de la protection de l'environnement, malgré le contexte de crise sanitaire. M. Huang est également revenu sur l'épisode de pic de pollution atmosphérique qui était survenu dans la région de Pékin alors que la Chine était alors dans une phase stricte de son confinement (cf. Brèves du SER de la semaine du 17 février 2020).

Il a dressé un bilan des objectifs environnementaux du 13<sup>e</sup> programme quinquennal (2016-2020) et présenté les enjeux du futur 14<sup>e</sup> programme (2021-2025) qui doit être adopté en début d'année prochaine. Sept des neuf indicateurs du 13<sup>e</sup> programme sont atteints ou en passe de l'être : baisses des pollutions au dioxyde de soufre, aux oxydes d'azote (NO<sub>x</sub>), à l'ammoniac et baisse de la demande chimique en oxygène (pollution organique de l'eau). Le ministre est revenu plus longuement sur la qualité des eaux de surface et sur les concentrations en particules fines (PM<sub>2.5</sub>) dans les grandes villes, pour lesquels les indicateurs fin 2019 dépassaient déjà les objectifs fixés pour fin 2020. En revanche, deux indicateurs restent à améliorer : le ratio de jours de bonne qualité de l'air dans les grandes villes et l'intensité carbone (émissions par unité de PIB). A noter que ce dernier point, présent dans la contribution déterminée nationalement (CDN) chinoise à l'Accord de Paris, devrait souffrir du ralentissement économique car les émissions de gaz à effet de serre devraient moins réduire que la croissance économique, augmentant mécaniquement l'intensité carbone de l'économie.

Après s'être félicité de ces bons résultats sur les indicateurs du programme quinquennal en cours, M. HUANG a néanmoins souligné qu'ils n'étaient pas suffisants pour garantir un environnement sain et que la Chine devait procéder à des changements plus profonds. Il a mentionné plusieurs défis principaux que la Chine devait encore relever en matière environnementale, et qui devraient être traités dans le prochain plan quinquennal : la structure industrielle du pays, « encore largement dominée par la chimie lourde et le charbon » (*sic*), et les catastrophes environnementales, encore trop

fréquentes. Enfin, le prochain programme devrait mettre en œuvre la modernisation de la gouvernance écologique (cf. Brèves du SER du 2 mars 2020).

La conférence de presse a finalement abordé la question du corps d'inspection environnementale, mis en œuvre à partir de 2015 sur l'initiative du président Xi Jinping et généralisé en 2018, sous le contrôle du comité central du PCC. L'année dernière, six provinces et deux entreprises d'Etat ont fait l'objet d'une inspection. Au total, 198 000 dénonciations pour infraction environnementale ont eu lieu. Ces contrôles ont permis une « meilleure appropriation par les cadres de la pensée de Xi Jinping sur la civilisation écologique ». Le ministre a salué la parution en juin 2019 des réglementations pour l'inspection centrale de la protection de l'environnement, par le conseil des affaires d'Etat, et confirmé la poursuite des inspections.

### **Aéronautique : la NDRC et la CAAC veulent soutenir le développement de l'aviation générale en Chine**

A l'occasion de sa communication le 22 mai sur la mise en œuvre du plan en 2019 et des perspectives pour 2020, la Commission nationale pour la réforme et le développement (NDRC) a réitéré ses intentions de lever dans le courant de l'année un ensemble de restrictions limitant l'exploitation de l'espace aérien à basse altitude, de manière à faciliter une accélération du développement de l'aviation générale en Chine. Aucune autre précision n'a été donnée (détails des mesures, calendrier). Les acteurs, notamment dans le domaine des hélicoptères, appellent de leurs vœux à de tels assouplissements depuis plus d'une dizaine d'années, souvent annoncés mais rarement concrétisés.

Dans une conférence de presse le 22 mai, M. Li Jian, vice-administrateur de l'Administration de l'aviation civile de Chine (CAAC), a annoncé qu'une telle réforme était une priorité pour les autorités, soulignant l'énorme potentiel inexploité dans les secteurs de l'aviation générale, entravé cependant par des infrastructures limitées et un marché encore étroit. Dans les régions enclavées, l'apport de l'aviation générale est important pour les secours, notamment en cas de catastrophes naturelles.

Selon le vice-administrateur de la CAAC, la Chine voit le secteur de l'aviation générale se développer à la faveur de la croissance des opérations (notamment de la Grande Baie – région entre Canton, Shenzhen et Hong-Kong), de l'arrivée dans le domaine d'experts pilotes et techniciens retraités de l'Armée populaire de libération et du lancement d'expérimentations locales (comme celle pour l'évolution de la réglementation sur le pilotage des drones dans la province du Sichuan). S'agissant du secteur des drones, la CAAC a révisé la réglementation CCAR290 définissant l'accès au marché des drones et publié de nouvelles lignes directrices pour définir des bases d'essai et de pilotage afin de multiplier les expérimentations. Ces nouvelles zones devraient être connues au second semestre 2020.

L'activité se renforce également par la coopération internationale notamment dans la certification des produits aéronautiques, notamment avec l'Agence européenne de sécurité de l'aviation (EASA). ATR souhaite contribuer par son offre sur ce marché, avec ses avions régionaux 42-600, en instance de certification par la CAAC, en coordination avec l'EASA.

Jusqu'à fin 2019, la CAAC dénombre 246 aéroports d'aviation générale (plus nombreux que les 238 aéroports commerciaux) avec 478 entreprises (56 de plus par rapport à 2018), une flotte de 2675 appareils (180 de plus par rapport à 2018) et 392 000 drones enregistrés (120 000 de plus par rapport à 2018).

### **Développement durable : lors de son bilan 2019 de la qualité de l'air, le MEE alerte sur l'augmentation de la pollution à l'ozone**

Au cours de sa conférence de presse mensuelle le 15 mai, le Ministère de l'écologie et de l'environnement (MEE) a fait un bilan de la qualité de l'air en Chine en 2019. En moyenne, dans les 300 plus grandes villes, les jours de qualité de l'air « bonne » ou « excellente » (indice de qualité de l'air inférieur à 100) représentent 82 % de l'année. Le pourcentage des jours fortement pollués (indice de qualité de l'air supérieur à 201) représentent quant à eux 1,7 % de l'année, soit une baisse de 0,1 % en glissement annuel.

La concentration en particules très fines (PM<sub>2.5</sub>) continue de baisser, mais moins nettement qu'auparavant (-2,4 % en 2019, contre une baisse annuelle moyenne de 7,7 % au cours des trois années précédentes). Par ailleurs, la concentration d'ozone a augmenté de 6,5 % en glissement annuel, ce qui en fait la deuxième principale source de pollution atmosphérique, juste après les PM<sub>2.5</sub>. La pollution à l'ozone en Chine s'explique principalement par les émissions élevées de composés organiques volatils (COV) rejetés par les activités industrielles et d'oxydes d'azote (NO<sub>x</sub>) issus du trafic routier.

Afin de lutter contre la pollution à l'ozone, le MEE envisage de fixer des objectifs en matière de réduction des émissions de COV et de NO<sub>x</sub> dans le cadre du 14<sup>ème</sup> plan quinquennal. Plus récemment, le MEE a publié pour commentaires un projet de plan de contrôle de COV en 2020 ([lire cette annonce et le projet de plan, en chinois](#)).

### **Energie : publication des statistiques de janvier à avril 2020 – Augmentation des productions d'énergies fossiles et baisse de celle d'électricité**

Les dernières statistiques de l'énergie publiées par le Bureau national des statistiques (NBS) pour le mois d'avril 2020 permettent de dresser le bilan de la production énergétique pendant les quatre premiers mois de l'année. On note une augmentation sensible de l'utilisation des énergies fossiles :

- Hausse de 3,4 % en glissement annuel de l'utilisation de charbon qui atteint 1 277 millions de tonnes se décomposant en 1 150 Mt (soit +1,3 % en g.a.) de production locale et 127 Mt (+27 %) d'importations ;
- Hausse de 6,6 % en g.a. de l'utilisation de gaz naturel (local et importé) à 109 Md m<sup>3</sup> ;
- Faible augmentation (1,8 % en g.a.) du pétrole brut (local et importé) avec un volume total de 232 Mt.

Selon les statistiques publiées par l'Administration nationale de l'énergie (NEA), la consommation d'électricité (2127 Mrd kWh) a diminué de 4,7 % en g.a. pendant la même période, la seule réduction de la consommation dans le secteur secondaire étant responsable d'env. 4 points de pourcentage de baisse. La part des énergies fossiles dans le bouquet énergétique chinois a globalement baissé d'env. 1 point par rapport à la même période en 2019.

De janvier à avril, 466 Mt de charbon ont été consommées pour la production d'électricité et 135 Mt pour la production de chaleur, le reste étant utilisé dans différents processus industriels – notamment la production d'hydrogène.

*Bulletin du NBS pour l'énergie en avril :*

[http://www.stats.gov.cn/tjsj/zxfb/202005/t20200515\\_1745632.html](http://www.stats.gov.cn/tjsj/zxfb/202005/t20200515_1745632.html)

*Bulletin statistique de la NEA pour avril :* [http://www.nea.gov.cn/2020-05/21/c\\_139075313.htm](http://www.nea.gov.cn/2020-05/21/c_139075313.htm)

**Transports : reprise contrastée de l'activité de fret en avril, qui reste globalement en baisse par rapport à 2019**

Selon les statistiques du Ministère des transports (MoT) publiées le 22 mai, le transport de fret a enregistré en avril une reprise de l'activité qui est contrastée selon les modes de transport et reste globalement en baisse par rapport à 2019.

**Volumes de fret transportés (et évolutions en glissement annuel)**

|                                  | T1 2020        | Avril 2020    |
|----------------------------------|----------------|---------------|
| <b>Fret maritime</b>             |                |               |
| (en millions de tonnes)          | 2 076 (-3,8 %) | 765 (+1,6 %)  |
| (en M. de conteneurs EVP)        | 49,3 (-8,3 %)  | 18,2 (-5,1 %) |
| dont international               | 935 (+0,6 %)   | 317 (+2,9 %)  |
| (en M. de tonnes)                |                |               |
| <b>Fret ferroviaire* (en Mt)</b> | 1 053 (+4,0 %) | 335 (-2,6 %)  |
| <b>Fret routier (en Mt)</b>      | 5 288 (-35 %)  | 2 905 (-18 %) |
| <b>Total (en Mt)</b>             | 8 418 (-26 %)  | 4 004 (-14 %) |

\* Statistiques publiées par China Railway.

Pour le transport maritime, en avril, le trafic exprimé en millions de tonnes – reflétant principalement le transport de matières premières – est désormais en hausse en glissement annuel alors que le seul trafic de conteneurs équivalent-vingt-pieds (EVP) – c'est-à-dire le transport de produits manufacturés – demeure en baisse en g.a.

Pour mémoire, le fret aérien – qui représente habituellement moins de 1 % de l'ensemble du fret – suit depuis quelques mois une évolution spécifique liée en particulier aux exportations chinoises de matériel médical d'urgence.

Lien vers les publications statistiques du MoT : <http://www.mot.gov.cn/tongjishuju/>

*Retour au sommaire ([ici](#))*



## ACTUALITES REGIONALES

Jiangsu : publication de 23 mesures pour la stabilisation des investissements étrangers

Le 27 mai 2020, la province du Jiangsu a publié des avis sur l'utilisation, la stabilisation des investissements étrangers et des affaires. Les mesures se concentrent sur la promotion et la coopération entre les entreprises internationales et locales, les instituts de recherche scientifique et les centres d'éducatons (universités) ; la libéralisation et la facilitation des investissements étrangers, la protection des droits et intérêts des investissements étrangers. Les gouvernements locaux du Jiangsu sont encouragés à intégrer la promotion d'opportunités d'investissement par le biais de leurs agences ou organisations afin de contribuer à la décentralisation des flux d'IDE de la province. Cette annonce se place dans le cadre de directives nationales tournées vers le renforcement de l'attractivité des provinces et l'ouverture de la région du delta du Yangtsé au commerce extérieur.

[Lire la publication officielle](#)

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## HONG KONG et MACAO

### Economie de Hong Kong : la reprise de l'activité se poursuit

**Le gouvernement a annoncé le 26 mai que les discothèques, karaokés, salle de réception privées, et bains publics rouvriront le 28 mai.** Les clubs ne pourront cependant fonctionner qu'à la moitié de leur capacité d'accueil tandis que les karaokés et les salles de réception ne pourront accueillir que huit personnes maximum par salle. **Le transit aérien suspendu depuis le 25 mars sera de nouveau autorisé à l'aéroport de Hong Kong à partir du 1<sup>er</sup> juin.**

**Les écoles secondaires de Hong Kong ont repris les cours le 27 mai pour la première fois depuis la fin du mois de janvier,** avec un renforcement des mesures de désinfection et d'hygiène (contrôle de température à l'entrée, lavage des mains avant d'entrer en classe, port obligatoire du masque, un seul élève par bureau et nettoyage renforcé). Les élèves de 1<sup>ère</sup> et 2<sup>nde</sup> année du secondaire reprendront les cours le 8 juin. Les lycées étrangers ont réouvert certaines classes le 20 mai dont le lycée français.

### Place financière

**L'Indice Hang Seng a reculé de -5,6% à 22 926 points le vendredi 22 mai, sa pire performance depuis juillet 2015, suite à l'annonce d'une loi par le gouvernement central chinois sur la sécurité nationale à Hong Kong.** L'indice Hang Seng a progressé de +0,2% depuis le vendredi 22 mai à 22 961 points. Le sous-indice finance a cru de +0,33%, les sous-indices immobilier et commerce & industrie ont progressé chacun de +0,04%, tandis que le sous-indice énergie a reculé de -0,84%. L'indice MSCI Hong Kong a également perdu -6,9% le vendredi 22 mai, mais a regagné +0,2% depuis le vendredi 22 mai à 12 250 points

### Entreprises

**Après des pertes de 580 M USD au cours des quatre premiers mois de l'année, Cathay Pacific a décidé de supprimer et d'intégrer sa marque régionale Cathay Dragon dans sa division principale, afin de réduire ses coûts.** 25 aéronefs (A330) seraient réaffectés à Cathay Pacific et 16 (A320 neo) à HK Express sa filiale low cost. La décision est toutefois suspendue à l'accord de l'aviation civile chinoise sur la reprise des dessertes chinoises de Cathay Dragon par Cathay Pacific (le groupe ayant été sanctionné en 2019 en raison de la participation de son personnel aux manifestations de Hong Kong).

### La présence américaine à Hong Kong

**Le commerce bilatéral entre Hong Kong et les Etats Unis s'élève en 2019 à 67,5 Mds USD** (6,2% des échanges totaux de Hong Kong, 2<sup>ème</sup> partenaire après la Chine). Les exportations de Hong Kong vers les Etats Unis ont chuté de 14,7% en 2019 : elles sont en réalité des réexportations de produits, principalement chinois (77% du total exporté aux Etats-Unis en 2019, 82% en 2018). Par ailleurs, **1300 entreprises américaines sont recensées à Hong Kong dont 735 sièges ou bureaux régionaux,** et les **Etats Unis sont le 4<sup>ème</sup> investisseur étranger** à Hong Kong en flux et en stock. Les banques américaines détiennent 5% des actifs soit 166 Mds USD ; Hong Kong est la base régionale de Bank of America, Goldman Sachs et Morgan Stanley.

### Rapport américain sur Hong Kong

**Le Département d'Etat américain a remis le 28 mai au Congrès des Etats-Unis son rapport annuel sur Hong Kong pour la période de mars 2019 à mai 2020** (conformément au *Hong Kong Policy Act* de 1992, amendé en 2019 par le *Hong Kong Human Rights and Democracy Act*). Ce rapport a pour but

d'informer le Congrès sur l'autonomie de Hong Kong et le respect des droits de l'Homme, afin d'apprécier la justification du maintien du traitement différencié de la RAS vis-à-vis de la Chine continentale. **Le Département d'Etat a indiqué dans son rapport ne pouvoir justifier le maintien de ce traitement différencié.** Dans son rapport de 2019, le Département d'Etat avait indiqué que Hong Kong conservait "un degré d'autonomie suffisant, bien que réduit".

## TAIWAN

### Guerre technologique sino-américaine : Oppo débauche des talents chez Mediatek

L'*Economic Daily News* du 28 mai 2020, reprend une nouvelle du *Nikkei Asian Review* s'agissant de la décision d'Oppo, [fabricant de smartphones chinois](#) (5ème marque mondiale avec 8% de parts de marché et 115 M d'unités produites en 2019) de se lancer en propre dans la production de puces pour smartphones. Le groupe aurait baptisé cette initiative « plan Mariannes » en référence à la fosse sous-marine du Pacifique pour symboliser la difficulté de la tâche... Il serait actuellement en phase de recrutement et aurait déjà commencé à débaucher des talents chez le groupe taiwanais de design de semi-conducteurs Mediatek, deuxième plus grand concepteur de puces pour smartphone derrière Qualcomm. Les dernières mesures américaines contre Huawei auraient eu pour impact d'accélérer le mouvement en faveur d'une indépendance technologique, celle-ci passant par le recrutement d'ingénieurs de haut vol (on parlerait notamment d'un ancien COO). Mediatek qui est notamment un des leaders mondiaux dans la conception des microprocesseurs pour la 5G, avec une équipe de 3000 ingénieurs, risque de perdre sur les deux tableaux puisqu'il était jusqu'à présent avec Qualcomm un des principaux fournisseurs d'Oppo.

### Pétrochimie : inquiétude chez Formosa Plastics en vue de la signature du partenariat économique régional global (RCEP)

WANG Wen-yuan le [PDG du groupe pétrochimique Formosa Plastics](#) s'est montré inquiet, devant la dernière assemblée générale des actionnaires, par rapport à la situation économique post-covid, avec le contexte des tensions commerciales sino-américaines, mais surtout face aux nouveaux défis qui attendent Taiwan, et son risque de marginalisation sur la scène économique internationale, avec la signature en fin d'année du partenariat économique régional global (RCEP). Aujourd'hui, les exportations taiwanaises dans le secteur de la pétrochimie sont taxées en moyenne à 6,5% sur le marché chinois et en Asie du Sud-Est, les entreprises de l'île faisant face à une concurrence accrue de la part des entreprises japonaises et sud-coréennes moins taxées. La situation va inéluctablement se dégrader, avec la signature du RCEP qui conduira à l'exonération des taxes pour ses concurrents. Par ailleurs, [le groupe a annoncé renoncer aux aides de l'Etat](#) pour pallier à l'épidémie de COVID afin d'en laisser la primeur aux PME en difficultés, et ceci malgré les difficultés rencontrées par les quatre grandes filiales du groupe (Formosa Plastics Corp, Nan Ya Plastics Corp, Formosa Petrochemical Corp et Formosa Chemicals & Fibre Corp) au premier trimestre 2020. Leurs pertes s'élèvent en effet à 13,9 Mds TWD, près de 420 M EUR, soit le plus mauvais résultat du groupe depuis 2015.

Commerce extérieur : l'excédent commercial de Taiwan sur les 4 premiers mois 2020 atteint presque 12 Mds USD

D'après les statistiques du ministère des Finances, Taïwan enregistre à nouveau un excédent commercial sur les 4 premiers mois de l'année 2020. [Le commerce extérieur](#) bénéficie de la demande chinoise et du positionnement favorable de Taïwan dans l'industrie des TIC. Au cours des quatre premiers mois de l'année, les exportations taïwanaises s'établissent à 103,9 Mds USD, en hausse de +2,4%, notamment vers la Chine (42,2 Mds USD, soit +8,5%, y/c Hong Kong), l'ASEAN (16,9 Mds USD, +1,0%), les Etats-Unis (14,6 Mds USD, +3,5%) et le Japon (7,8 Mds USD, +6,7%) ; mais en baisse vers l'Europe (9,0 Mds USD, -8,2%). Les produits électroniques restent le principal secteur d'exportation de l'île (39,2 Mds USD, +21,1%). Parmi les autres secteurs de l'industrie taïwanaise, les produits de télécommunication progressent de +9,1% à 13,6 Mds USD alors que les produits métallurgiques baissent (8,1 Mds USD, -10,8%) ainsi que les machines (6,8 Mds USD, -11,3%) et les plastiques (6,6 Mds USD, -11,4%). La Chine reste la première destination des exportations taïwanaises (40,6% du montant total). Les importations taïwanaises représentent 92,1 Mds USD, +2,7% par rapport à la même période de 2019 ; celles des produits électroniques (21,0 Mds USD, +17,3%), des machines et équipements (10,6 Mds USD, +1,5%) et des produits de télécommunication (5,8 Mds USD, +18,1%) progressent, mais les importations de produits minéraux (13,8 Mds USD, -14,1%) et de produits chimiques (8,9 Mds USD, -0,0%) diminuent. La Chine (y compris Hong Kong) reste le premier fournisseur de Taïwan (20,8% du total, +5,4%), suivie du Japon (16,2%, +5,2%), des pays d'ASEAN (12,8%, +8,2%), des Etats-Unis (12,2%, -0,3%) et de l'Europe (12,1%, +1,4%). Au final, [l'excédent commercial de Taïwan atteint 11,8 Mds USD](#).

## MONGOLIE

**Liste grise GAFI :** *Le Ministre des finances annonce la sortie prochaine de la Mongolie de la liste grise du GAFI*

Le responsable financier de la Banque centrale a annoncé vendredi 29 mai que la Mongolie, qui avait présenté à l'APG (*Asia Pacific Group on Money Laundering*) l'avancement de la mise en œuvre des exigences requises par le GAFI le 11 mai, a reçu ce jour un retour positif du Secrétariat de l'organisme intergouvernemental. Les résultats officiels portant sur la mise en œuvre des six recommandations doivent être publiés entre le 24 et le 25 juin 2020 ; toutefois, le Ministre des Finances a annoncé lors d'une conférence de presse que cela préfigurait la sortie probable du pays de la liste grise dans les mois à venir. Dans l'hypothèse où le GAFI jugerait suffisantes les mesures mises en œuvre par la Mongolie, une délégation d'experts se rendra à Oulan-Bator afin de conduire une inspection sur place, avant qu'une décision finale ne soit prise.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## Copyright

Tous droits de reproduction réservés,  
sauf autorisation expresse du S.E.R.  
(adresser les demandes à  
[pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

## Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des  
informations exactes et à jour, et  
corriger, dans la mesure du possible,  
les erreurs qui lui seront signalées.  
Toutefois, il ne peut en aucun cas être  
tenu responsable de l'utilisation et de  
l'interprétation de l'information  
contenue dans cette publication.



**Auteur :** S.E.R. de Pékin et Service  
économique de Hong Kong, Service  
économique de Taipei

**Adresse :** N°60 Tianzelu, Liangmaqiao, 3e  
quartier diplomatique,  
district Chaoyang, 100600 PÉKIN – RPC,  
CP 100600

**Rédigé par :** Zilan Huang, Florent Geelhand  
de Merxem, Furui Ren, Christine Zhang,  
Antoine Moisson, Jean-Philippe Dufour,  
François Lemal, Lianyi Xu, Dominique  
Grass, Maxime Sabourin, Odile Huang,  
Hugo Debroise

**Revu par :** David Karmouni, Orhan Chiali,  
Julien Dumond, Jean-Philippe Dufour,  
Valérie Liang-Champrenault, Alain Berder

**Responsable de publication :** Jean-Marc  
Fenet